

Turquie

Elections générales de juin 2011 : acteurs en lice et enjeux sociaux *

*Gürdal ASLAN** et Antoine MATH*

Les prochaines élections générales du 12 juin 2011 verront s'affronter les deux principaux partis politiques turcs : l'AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi), le parti de la justice et du développement au pouvoir depuis 2002, et le CHP (Cumhuriyet Halk Partisi), le parti républicain du peuple et principal parti d'opposition. Les commentateurs se contentent paresseusement de les opposer en qualifiant l'un de parti religieux et l'autre de parti laïc. Toutefois, les différences, mais peut-être aussi les convergences entre ces deux partis recouvrent d'autres enjeux plus profonds, en particulier la capacité à représenter certaines catégories ou couches sociales. Il s'agit d'un enjeu que les confrontations sur le terrain de l'identité et des seules questions sociétales tendent à masquer. A la veille des élections, l'AKP ne semble pas trop usé après neuf années de pouvoir sans partage et part favori. Les sondages lui attribuent 45 % d'intentions de votes, un niveau

proche du score obtenu lors des précédentes élections générales de 2007. Le CHP, dont la campagne est marquée par un renouveau, améliorerait son résultat de 2007 en obtenant 25 à 30 % des suffrages. Les élections se déroulent selon un scrutin proportionnel plurinominal dans 85 circonscriptions, un système proche de celui existant au Portugal et en Espagne, mais les partis doivent réunir au moins 10 % des voix au niveau national pour avoir des élus¹.

Si les questions de société comme la place de la religion, le traitement des femmes voilées, les droits des Kurdes ou les affaires politico-judiciaires impliquant les élites (politiciens, militaires, médias) sont les plus discutées depuis des années, les débats sur des questions économiques et sociales pourraient être plus présents que durant la décennie passée depuis que le CHP a décidé de s'y intéresser de nouveau et de moins se focaliser sur les questions de laïcité.

* Article achevé le 12 mai 2011.

** Doctorant à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne.

1. Une liste qui obtient 60 % dans une circonscription mais 9 % au niveau national n'a aucun député. Le barrage des 10 % au niveau national n'est toutefois pas opposable aux candidats dits indépendants, c'est-à-dire ne se présentant pas sous l'étiquette d'un parti. De cette façon, une vingtaine de candidats du parti pro-kurde ont pu être élus en 2007.

A l'occasion des élections, cet article vise, pour la première fois dans cette revue, à proposer un panorama des principaux acteurs politiques et de leur capacité à représenter les acteurs sociaux. D'abord, il s'agira de présenter les partis politiques les plus importants, en particulier l'AKP et le CHP, une opération particulièrement délicate en raison des vives polémiques sur la façon même dont ces partis se définissent et se qualifient. Pour y parvenir, nous reviendrons sur leurs évolutions et nous donnerons les principaux éléments de leur programme et de leur stratégie électorale. Ensuite, nous nous intéresserons à la capacité de divers groupes ou catégories sociales – employeurs, syndicats, travailleurs, couches populaires, femmes – à se faire représenter ou défendre sur la scène politique. Enfin, nous conclurons sur certains enjeux sociaux de ce scrutin électoral ¹.

L'AKP, seul parti au pouvoir depuis 2002

Sur ses dix années d'existence, l'AKP en a passé quasiment neuf au pouvoir avec la majorité absolue des voix au Parlement. Malgré – ou plutôt grâce – à une forte contestation par les autorités militaires et judiciaires, et plus généralement par le « camp laïc », l'AKP, en se posant en victime d'un appareil d'Etat souvent qualifié d'« Etat profond », avait obtenu une large victoire aux élections générales de juillet 2007, avec 46,6 % des voix contre 34,3 % en novembre 2002, son principal adversaire, le CHP, obtenant 20,9 % des voix. Ce résultat était d'autant plus notable que c'était la première fois depuis 1954 qu'un parti au pouvoir améliorait son score électoral. Malgré cette progression, le nombre de ses élus était passé de 363 en 2002 (66 % des 550 sièges) à 341 en 2007 (62 % des sièges) en raison de

Encadré 1

MHP, un parti ultranationaliste influent

Le MHP (Milliyetçi Hareket Partisi), parti du mouvement nationaliste situé à l'extrême-droite de l'échiquier politique, avait obtenu 14,3 % des voix en 2007. Ce parti, longtemps dangereux pour la démocratie, a mis beaucoup d'eau dans son vin. Il conserve un discours très autoritaire, inflexible et intolérant sur des sujets comme les Kurdes, Chypre ou la Grèce et reste très réservé à l'égard de toute évolution, comme l'adhésion à l'Union européenne (UE), qui va à l'encontre de ses options nationalistes et souverainistes. Les deux principaux partis, l'AKP et le CHP, veulent disputer au MHP l'important électorat nationaliste du pays ; ce positionnement s'avère délicat quand, en même temps, il s'agit de capter une partie de l'électorat des régions à majorité kurde du sud-est.

1. Dans un prochain article, nous reviendrons sur les derniers développements dans le domaine économique et social.

TURQUIE

l'entrée au Parlement du MHP ultranationaliste qui avait franchi la barre des 10 % des voix (encadré 1).

L'AKP est un parti d'origine religieuse mais ce serait une erreur de l'y réduire. Ce parti a certes été créé en 2001 par des militants venus de l'islam politique, en particulier l'actuel Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan et le président de la République, Abdullah Gül. Issu de la mouvance islamiste, l'AKP ne s'en revendique plus. Il ne peut être confondu avec l'islam politique turc au discours relativement radical qui avait pu participer aux élections dans les années 1970 (parti de l'ordre national puis parti du salut national). Après l'interdiction des partis politiques à la suite du coup d'Etat militaire de 1980, ce mouvement était reparu sous la conduite de son chef historique, Necmettin Erbakan. Ce dernier a créé successivement plusieurs partis, au rythme de leurs dissolutions pour activités anti-laïques : le parti de la prospérité (Refah), de 1987 à 1998, qui participera à des coalitions gouvernementales à la fin des années 1990, Erbakan devenant même Premier ministre en 1996 avant de démissionner en 1997 sous la pression des militaires ; le parti de la vertu (Fazilet) de 1998 à 2001 ; et enfin, à partir de 2001, le parti de la félicité (Saadet) qui sera marginalisé et ne retrouvera plus d'audience sur la scène électorale (2,5 % des voix en 2002, 2,3 % en 2007).

C'est sans aucun doute le résultat de la décision de disciples d'Erbakan, dont l'actuel Premier ministre Erdoğan, de créer l'AKP en 2001 avec l'intention de placer ce parti au centre de l'échiquier politique, et de soutenir résolument le processus d'adhésion à l'UE et le capitalisme globalisé. Cette stratégie s'est ré-

vélée payante puisque l'AKP a été porté au pouvoir dès 2002.

Un parti de droite, populaire et conservateur

Ce parti n'y serait probablement pas maintenu s'il se réduisait à un parti islamiste. Ses dirigeants tiennent à ne pas le présenter comme un parti religieux et à séparer la politique et la religion. Les qualificatifs d'islamiste ou de pro-islamique apparaissent erronés si l'on considère l'islamisme comme une idéologie avec pour programme l'instauration d'un Etat religieux (imposant la charia, interdisant les pratiques non islamiques, etc.). L'influence religieuse, dans un pays où la très grande majorité de la population est de confession musulmane, se traduit certes dans le cas de l'AKP par des positions conservatrices, mais ce parti se caractérise aussi par une orientation très libérale sur le plan économique, par la démocratisation du régime et par des mesures recevant le soutien des couches populaires. Il est donc plus juste de parler d'un parti populaire de droite, néolibéral et conservateur à travers la défense de valeurs puritaines sur les questions de société. Sur ce plan, comme sur d'autres, l'AKP a sans doute mieux su représenter la réalité de la population turque, encore très majoritairement conservatrice au plan culturel et des mœurs. Le succès de l'AKP doit aussi beaucoup à Recep Tayyip Erdoğan, le Premier ministre. Très habile, doté d'un grand charisme, usant d'accents populistes et d'allusions pour exprimer son inclination religieuse, il a su se faire passer pour victime de l'*establishment* militaro-étatique, posture qui rencontre une résonance profonde dans le pays, surtout auprès des catégories populaires longtemps délaissées par les élites « modernes » du pays.

ELECTIONS GENERALES DE JUIN 2011 : ACTEURS ET ENJEUX

L'AKP, comme tout parti désirent se maintenir au pouvoir, a cherché à rassembler très largement, donc bien au-delà des courants religieux. Il est parfois même présenté comme un parti de coalition comprenant différentes sensibilités, islamique, étatiste, nationaliste, libérale, etc.¹ Pour rassembler, l'AKP a d'abord su fédérer les électeurs du camp religieux avec ceux des anciens partis de centre-droit et des milieux libéraux au plan économique. L'AKP a ainsi récupéré l'électorat des partis conservateurs de centre-droit, qui avaient tenu une place centrale dans la direction de la Turquie depuis les années 1950, participé aux gouvernements de coalition des années 1980 et 1990 pour être ensuite marginalisés en raison de leur très mauvaise gestion des affaires publiques.

L'AKP a aussi obtenu, surtout au moment des élections de 2007, le soutien d'acteurs politiques d'horizons variés et d'intellectuels libéraux sur le plan politique exaspérés par l'immobilisme du système militarisé. Ils avaient vu l'AKP s'opposer directement aux militaires et à l'*establishment* laïque et technocratique et mener à bien de nombreuses mesures de démocratisation et de démilitarisation du régime². Ils considéraient que les principaux partis d'opposition défendaient un certain immobilisme et n'avaient quasiment rien d'autre à opposer que la diabolisation de l'AKP.

Les dirigeants de l'AKP sont incontestablement conservateurs et ne sont pas des combattants acharnés de la démocratie. Mais ils ont su s'insérer dans un

système parlementaire basé sur des élections régulières et laissant place à une vie politique active, en dépit du poids des militaires. Il est difficile de leur dénier le qualificatif de démocrates et, encore plus, de continuer, après neuf ans de pouvoir avec une large majorité parlementaire, de les accuser, comme l'opposition n'a cessé de le faire, d'avoir un « agenda (islamique) caché ». Les craintes initiales pouvaient légitimement s'appuyer sur les propos tenus dans les années 1990 par les actuels dirigeants de l'AKP (alors membres du Refah Partisi), dont l'actuel Premier ministre, de même qu'elles ont pu trouver quelques échos dans certaines manifestations inquiétantes de conservatisme. Ainsi, lors de la réforme qui allait finalement libéraliser et moderniser le code pénal en 2004, l'un des points controversés a été la tentative avortée de l'AKP d'interdire l'adultère. Les craintes relatives à la libre consommation d'alcool ont également été brandies, même si les chiffres montrent que, depuis la privatisation par l'AKP de l'ancien monopole d'Etat sur l'alcool, la consommation d'alcool a augmenté. Ces craintes ont encore surgi récemment à l'occasion d'une loi adoptée en février 2011 instaurant des limitations sévères de la publicité pour l'alcool et le tabac, l'obligation d'une place de vente spécifique pour le tabac et l'alcool dans les commerces, l'extension à l'alcool de l'interdiction de vente du tabac sur internet ainsi que l'élévation de l'âge minimal de 18 à 24 ans pour la consommation d'alcool pendant les concerts.

1. « L'AKP se voit comme un parti "démocrate conservateur" », *Le Monde*, 17 février 2011.

2. Entre 2002 et 2005, l'AKP a introduit une série de réformes de libéralisation améliorant les droits civils, limitant quelque peu les prérogatives des forces armées et du tout puissant Conseil de sécurité national et améliorant les droits culturels pour la population kurde.

TURQUIE

La question du foulard ou couvre-chef (*baş örtüsü*) donne une illustration des thèmes montés exagérément en épingle par l'opposition laïque. Depuis le début des années 1980, le port du voile est interdit dans les universités en application d'une décision de la Cour constitutionnelle. Pourtant, non seulement l'AKP mais aussi beaucoup de progressistes y voient une discrimination infligée aux femmes voilées qui représentent quelque 60 % des femmes. A la suite d'une loi votée en 2008 l'autorisant, l'AKP a été accusé d'atteinte à la laïcité, ce qui a conduit à une procédure d'interdiction du parti auprès de la Cour constitutionnelle dont il a failli ne pas se relever. Or, des enquêtes ont montré que le port du voile avait plutôt diminué depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir, infirmant l'argument d'une islamisation rampante de la société, même si, comme dans d'autres parties du monde, les femmes voilées sont beaucoup plus visibles qu'auparavant. Elles sont désormais plus présentes dans la rue, participent davantage à la vie sociale et représentent souvent l'arrivée dans les lieux de la modernité urbaine de couches sociales qui en étaient auparavant absentes. Cette plus grande visibilité de la foi musulmane – ou de ce trait culturel – est sans doute aussi le reflet d'un islam plus séculier. Malgré les fortes oppositions du camp « laïc », le Haut conseil à l'enseignement supérieur (YÖK), dont la direction a été perdue par ce camp en 2007, a tenté à nouveau d'autoriser le voile à

l'université, entérinant une situation de fait dans plusieurs universités et ouvrant un droit à l'éducation supérieure pour des dizaines de milliers de jeunes filles qui en étaient privées auparavant. L'interdiction est si fortement perçue comme une discrimination que le principal parti laïc lui-même, le CHP, a admis depuis peu le bien-fondé de la levée de cette interdiction, conformément au souhait d'une très large majorité de la société, favorable à un assouplissement d'une laïcité turque intransigeante¹. Le débat s'est déplacé, l'opposition craignant désormais que le port du voile s'étende à l'avenir dans les écoles secondaires ou dans l'emploi public. L'AKP tente encore de faire du voile à l'université un thème porteur mais la question semble, malheureusement pour sa campagne électorale, ne plus faire débat.

En définitive, si le soupçon de vouloir imposer une vision religieuse de la société pèse toujours sur l'AKP, ce dernier n'a guère pris de mesures en ce sens durant ses neuf années de gouvernement et il s'est globalement montré respectueux des règles démocratiques, ouvrant ainsi la voie à une forte libéralisation politique et à un recul des militaires. L'AKP avait dès 2002 poursuivi les importantes réformes entamées après la grave crise économique de 2001. Sous son gouvernement et dans la perspective de l'adhésion à l'UE sont intervenues des réformes démocratiques parmi lesquelles la levée de l'interdiction des langues autres que le

1. Selon une enquête auprès de plus de 3 000 personnes rendue publique en novembre 2010, si deux groupes d'environ un dixième de la population chacun s'opposent de façon inconciliable sur la place du voile dans la société (les uns ne l'acceptant absolument pas, les autres voulant l'imposer), environ 80 % de la population se situe dans une position de tolérance sur ce sujet, reste globalement indifférente au fait qu'une femme soit voilée ou non dans la vie sociale et professionnelle et considère plutôt le débat sur le voile comme une perte de temps et d'énergie.

turc, le règlement de certains problèmes rencontrés par les groupes non musulmans en Turquie, la possibilité du changement de religion sur les cartes d'identité. Enfin, la dernière réforme adoptée par referendum en septembre 2010 a permis de rendre la Constitution plus conforme aux standards démocratiques prévalant dans l'UE (Aslan et Math, 2010)¹.

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002, la démocratie a également progressé pour les quelque 10 à 20 millions de Kurdes : aujourd'hui, l'identité et la langue kurdes ne sont plus niées. Une chaîne de la télévision publique émet désormais 24 heures sur 24 en kurde. Les prochaines élections seront d'ailleurs les premières durant lesquelles l'usage du kurde ne sera plus passible de prison. Le débat s'est déplacé vers la question de l'enseignement en langue kurde dans les écoles primaires. Ces évolutions, couplées aux bons résultats économiques, avaient permis à l'AKP de gagner beaucoup d'élus dans les régions à majorité kurde de l'est du pays où il avait pu fortement concurrencer le BDP, le parti pro-kurde (encadré 2). L'AKP a cependant toujours eu une position ambivalente et mouvante, tentant à la fois de séduire les électeurs des régions à majorité kurde et de ne pas s'aliéner les courants nationalistes. Ainsi, alors qu'une prometteuse campagne appelée « ouverture démocratique » avait été entamée par l'AKP à l'été 2009 afin de donner plus de droits aux Kurdes, elle a rapidement été inter-

rompue au prétexte de la reprise des armes par des groupes kurdes, et plus probablement pour ne pas déplaire à l'électorat nationaliste et prendre un maximum de voix au MHP, le parti ultranationaliste. Ce revirement expliquerait aussi que l'AKP adopte de plus en plus le discours et les postures autoritaires du MHP. Pour cette même raison, l'AKP, qui avait eu pourtant moult mailles à partir depuis 2002 avec l'armée, une institution sacralisée par les ultranationalistes, s'est récemment entendu avec les militaires pour voter une loi empêchant la Cour des comptes de contrôler les dépenses de l'armée ou encore s'est abstenu de toute critique quand l'armée, en guise de provocation, a fait voler ses avions au dessus des îles grecques. Ce rapprochement avec les militaires inquiète désormais les démocrates.

Un Premier ministre autoritaire et contesté

Les controverses pèsent toujours sur ce parti, soupçonné de vouloir contrôler tous les pouvoirs, surtout depuis qu'il détient des instances auparavant tenues par les « laïcs », mais aussi en raison du comportement de son chef, le Premier ministre Erdoğan. Certains commentateurs s'inquiètent désormais moins du futur succès annoncé de l'AKP que du Premier ministre, de ses manifestations d'autoritarisme, de ses réactions impulsives et agressives et de son ego disproportionné. Son attitude et ses propos visent manifes-

1. Entre autres changements inscrits dans la Constitution (à défaut d'être encore devenus réalité) : possibilité de juger les militaires devant des tribunaux civils, création d'un droit de négociation collective pour les fonctionnaires, possibilités nouvelles en matière de lutte contre les discriminations, en particulier pour les personnes âgées et les femmes, création d'un *ombudsman* (médiateur), droit de recours individuel devant la Cour constitutionnelle, possibilité de poursuivre en justice les responsables du coup d'Etat militaire de 1980.

Encadré 2

Le BDP, parti pro-kurde

Le BDP (Barış ve Demokrasi Partisi), parti de la paix et de la démocratie, est l'actuelle dénomination du principal parti pro-kurde, dont les prédécesseurs ont régulièrement été dissous à la suite de décisions judiciaires, tel le DTP (Demokratik Toplum Partisi), parti de la société démocratique, dissous en décembre 2009 par la Cour constitutionnelle qui a alors aussi banni de la vie politique, pour cinq ans, 37 de ses principaux responsables. Ses membres sont harcelés judiciairement : 2 000 d'entre eux sont en prison et 19 des 20 députés membres du parti sont poursuivis dans le cadre de 587 investigations et risquent un total de 2 606 années d'emprisonnement, le plus souvent pour ce qui s'apparente à des délits d'opinion (encouragement au crime ou propagande pour le PKK, le parti des travailleurs du Kurdistan, organisation armée interdite). Le 24 avril 2011, des élus kurdes de la ville d'Hakkari à l'extrême sud-est du pays ont encore été arrêtés, comme l'avaient été au début de 2010 les élus de Diyarbakır. En avril 2011, la commission électorale a aussi tenté d'interdire à certains candidats kurdes de se présenter, provoquant des émeutes urbaines à Istanbul et dans l'est du pays, et une réprobation quasi générale significative des progrès démocratiques accomplis par la société turque. Le BDP dénonce les répressions et souligne que, dans les régions du sud-est, plus de la moitié des dépenses va aux forces de sécurité quand moins de 3 % vont à des dépenses sociales alors que le taux de chômage y dépasse parfois les 50 %. Lors des élections, le BDP soutiendra 64 candidats indépendants (sans étiquette) dans une quarantaine des 85 circonscriptions électorales, seul moyen pour lui d'avoir des élus du fait de l'obligation pour les partis d'obtenir au moins 10 % des suffrages exprimés au niveau national pour être représenté au Parlement. De cette façon, d'une vingtaine de sièges obtenu en 2007, il espère cette fois obtenir 30 à 35 députés indépendants dans les régions à majorité kurde ainsi que dans des grandes villes où vivent beaucoup d'entre eux (Istanbul, Izmir, Adana, Mersin), en s'alliant notamment avec des petits partis de la gauche ou de l'extrême-gauche turque. L'AKP et le CHP cherchent à le concurrencer dans les régions de l'est et du sud-est du pays.

tement à flatter l'électorat nationaliste¹. Cette tendance, qui n'est pas uniquement d'apparence, prend une tournure inquiétante. Citons par exemple les dépôts de

plainte contre les articles de journaux qui lui déplaisent, les pressions sur les nationalistes, la détérioration de la liberté et du pluralisme de la presse ou son action vi-

1. Lors d'un débat à l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 13 avril 2011, une députée française a posé une question sur les libertés religieuses en Turquie au Premier ministre, qui lui a répondu : « Notre amie est française ? Avec la Turquie aussi vous restez française. » Sachant que « Rester français » est une expression péjorative en turc signifiant « être à côté de la plaque » ou « ne rien comprendre », Erdoğan, par ce mot d'esprit douteux, souhaitait manifestement réitérer son coup d'éclat de janvier 2009 à Davos, lorsqu'il s'était vivement opposé au président d'Israël après l'opération « plomb durci » sur Gaza, et passer de nouveau pour un héros aux yeux des nationalistes.

sant à détruire une statue célébrant la paix entre la Turquie et l'Arménie à Kars. A l'approche des élections, sa posture conservatrice s'est également accentuée. Face à un taux de divorce croissant, il a récemment laissé entendre qu'il comptait intégrer dans la prochaine Constitution « des garanties pour protéger la famille », ce qui pourrait signifier un durcissement de la législation sur le divorce. Il a également répété à l'automne qu'il ne croyait pas à l'égalité des genres, ce qui, ajouté à plusieurs déclarations sur les femmes qui devraient avoir au moins trois enfants, a provoqué de vives réactions des mouvements féministes¹. Dans le projet de loi sur « le principe d'égalité, l'anti-discrimination et les formes de discriminations prohibées » rendu public au début 2011, le motif de l'identité sexuelle² a été supprimé alors même qu'il avait été reconnu dans la proposition initiale issue d'une plateforme des droits de l'homme approuvée par le ministère de la Justice comme l'un des motifs de discrimination devant être interdit (avec le sexe, la race, la couleur, la langue, les convictions religieuses, l'ethnicité, les opinions philosophiques et politiques, le statut social et des motifs similaires). Les associations LGBT³ ont protesté contre une décision jugée homophobe dans un pays où les pratiques discriminatoires fondées sur l'orientation sexuelle sont fréquemment dénoncées (voir, dans ce sens, le rapport

de la Commission européenne de fin 2010 sur la Turquie)⁴.

De bons résultats économiques en guise de programme

Evidemment, la popularité persistante de l'AKP ne peut se comprendre si l'on n'évoque pas les résultats obtenus sur le front de l'économie. L'AKP est perçu comme le parti de la stabilité qui a sorti la Turquie de ses nombreux problèmes chroniques, en particulier de ses crises à répétition, crises politiques liées aux coalitions gouvernementales instables des années 1990 et graves crises économiques (crises des paiements et crises bancaires) en 1994, 1999 et 2001. Avec l'AKP, la Turquie a connu un développement économique important, une amélioration du niveau de vie et la fin d'une inflation élevée et chronique, de la dollarisation de l'économie (la lire turque est désormais une monnaie relativement stable) et des déficits budgétaires insoutenables. Sont aussi portés au crédit de l'AKP l'amélioration des fondamentaux de l'économie, la forte croissance économique entre 2002 et 2008, le rétablissement d'un système bancaire solide non atteint par la récente crise financière, puis la rapide reprise de l'économie après la crise très sévère de 2008-2009 (Aslan et Math, 2010). La croissance économique a atteint le niveau record de 8,9 % en 2010, portant le niveau du PIB à plus de 5 points au dessus de son pic d'avant crise et per-

1. D'un autre côté, une loi adoptée en février 2011 vise à interdire à la télévision les images risquées pour les enfants, ainsi que les contenus allant à l'encontre de l'égalité entre hommes et femmes ou présentant les femmes comme des objets.
2. Définie comme comprenant « les identités hétérosexuelles, homosexuelles, bisexuelles, transsexuelles, travesties et autres identités sexuelles similaires ».
3. Lesbiennes, Gays, Bis et Transgenres.
4. La ministre de la Famille qui avait qualifié l'homosexualité de maladie n'a pas été retenue comme candidate aux élections par l'AKP, ce qui pourrait être perçu comme un signe que les critiques contre l'homophobie commencent à porter.

TURQUIE

mettant une hausse du nombre de personnes en emploi (de 19,9 à 22,5 millions entre janvier 2009 et janvier 2011) et un reflux rapide du taux de chômage (de 15,5 % à 11,9 % entre janvier 2009 et janvier 2011)¹. A terme, l'actuelle surchauffe de l'économie est porteuse de risques importants : détérioration du déficit de la balance des paiements courants impliquant une très grande vulnérabilité aux mouvements de capitaux, reprise des pressions inflationnistes, envolée du crédit et de l'endettement des ménages, gonflement des bulles (immobilière en particulier). Mais à court terme, et à la veille des élections, la situation économique apparaît particulièrement favorable pour le gouvernement. Dans ses discours de campagne, le Premier ministre a beaucoup insisté sur l'économie, promettant un fort développement d'ici 2023, date du 100^e anniversaire de la fondation de la République. En 2007, 80 % des électeurs de l'AKP expliquaient leur vote par des considérations socio-économiques, l'électeur turc exerçant ses choix avant tout selon des critères séculiers (Kazancigil, 2011). Le programme de l'AKP se caractérise d'ailleurs par la publicité faite à de grands projets d'investissement (construction de logements, réseau de trains à grande vitesse, etc.). Dans ce sens, et pour marquer les esprits, le Premier ministre a annoncé fin avril ce qu'il a nommé son « projet fou », Kanal İstanbul, consistant à doubler le détroit du

Bosphore entre la mer Noire et la mer de Marmara par la construction d'un canal géant à l'ouest d'Istanbul (50 kilomètres de long, 150 mètres de large et 25 de profondeur).

Les politiques menées par l'AKP ont globalement beaucoup servi les intérêts des entreprises (réduction de l'impôt sur les sociétés, baisse des « charges sociales », augmentation de la flexibilité du travail) et ont plutôt été défavorables aux salariés dans le partage des fruits de la croissance (stagnation des salaires réels). Cependant, l'AKP a su conserver la fibre sociale de la mouvance islamiste en adoptant une approche « compassionnelle » et des mesures ciblées pour lutter contre la pauvreté. Des sondages attestent d'un fort soutien de la population à la politique gouvernementale dans les domaines de la santé et des services délivrés par les municipalités (ainsi que pour la politique extérieure du pays). Comme tous les partis de gouvernement en Turquie, l'AKP sait très bien jouer de formes clientélistes de redistribution (Buğra, 2003 ; Buğra et Keyder, 2005, 2006)². Ce clientélisme se traduit par la distribution de ressources en nature directement par les politiciens locaux³. L'AKP a largement développé et légalisé ce système à travers de larges transferts de l'Etat aux communes. Dans le budget 2011, le gouvernement a d'ailleurs prévu une augmentation de 12,8 % du « Fonds de solidarité et d'aide sociale » utilisé par les municipalités pour

1. Pour un aperçu de l'évolution économique et sociale et des politiques économiques menées de 2002 à 2010, voir Aslan et Math (2010).

2. Selon Gal (2010), les formes de clientélisme dans l'attribution du *welfare* seraient une caractéristique persistante de tous les pays méditerranéens qui ont aussi la particularité de laisser une place importante à la famille et à l'influence de la religion.

3. Il est fréquent lors des élections d'offrir des biens de consommation. Par exemple, Hersant et Yatropoulos (2008) citent un journal relatant le cas du maire CHP d'Izmir qui, lors des élections municipales de 2004, distribuait bonbons, dentifrice et brosses à dents.

des distributions importantes de charbon, de nourriture voire d'appareils électroménagers aux ménages pauvres. D'une manière générale, le budget 2011 prévoit opportunément de fortes augmentations de certaines dépenses sociales (bourses pour les étudiants, pensions des retraités, en particulier pour les plus faibles), des traitements des fonctionnaires ainsi que des dépenses de santé et d'éducation (il est vrai très faibles en Turquie en comparaison des autres pays de l'OCDE). En matière de mesures locales clientélistes, l'AKP n'a fait que reprendre des méthodes éprouvées par tous les partis politiques, mais a su les moderniser en fournissant des services au niveau local de façon plus pérenne, ce qui s'avère payant électoralement. Sur ce plan, il dispose d'un avantage sur son adversaire, le CHP.

Le CHP, principal parti d'opposition en plein renouveau ?

Le CHP (Cumhuriyet Halk Partisi), parti républicain du peuple, est désormais le principal parti d'opposition à l'AKP. Il s'agit de l'ancien parti unique (jusqu'en 1946), qui se veut l'héritier fidèle de Mustafa Kemal Atatürk, le dirigeant fondateur de la République en 1923. A partir de 1973, sous la direction de Bülent Ecevit, son orientation avait pris une tournure plus social-démocrate à travers des discours mettant en avant les questions sociales. Toutefois, ce parti qui reçoit l'appui de l'*establishment* bureaucratique et militaire est rapidement retourné à une défense rigide des principes d'Atatürk : un laïcisme

dans une forme proche du système concordataire d'avant 1905 en France, dans lequel l'Etat contrôle étroitement la principale religion du pays, l'islam sunnite hanéfite¹ ; un nationalisme soudé par une vérité d'Etat diffusée *via* l'école et la presse, sans cesse alimenté par un discours sécuritaire et paranoïaque contre les « ennemis intérieurs » (Kazancigil, 2011) et particulièrement opposé à toute forme de reconnaissance du fait kurde ; l'étatisme et le populisme dans des formes où l'Etat doit primer sur l'individu, où les élites décident pour le peuple quelles sont les bonnes orientations et où les antagonismes de classe sont largement niés. Après la levée progressive de l'interdiction des partis après le coup d'Etat militaire de 1980, le CHP est réapparu en 1992 mais n'a jamais retrouvé une très grande audience électorale.

De 1992 à 2010, il a quasiment toujours été dirigé de main de fer par Deniz Baykal. Il a participé à des gouvernements de coalition au milieu des années 1990 puis a été absent du Parlement de 1999 à 2002, n'ayant pu obtenir 10 % des voix. Aux élections de 2002, il obtient 19,4 % des voix et près d'un tiers des sièges, étant le seul parti avec l'AKP à entrer au Parlement. En 2007, allié au DSP (Demokratik Sol Parti), le parti de la gauche démocratique², il obtient 20,9 % des voix et 118 sièges sur 550. Le bilan de Deniz Baykal durant toute cette période a pu apparaître assez désastreux. D'une part, il a perdu quatre élections générales consécutives (1995, 1999, 2002, 2007) ainsi que les six derniers scrutins contre l'AKP tou-

1. L'hanéfisme est l'une des quatre écoles du sunnisme.

2. Il s'agit d'un parti social-démocrate, parfois qualifié de « populiste », qui affirme davantage son orientation sociale que le CHP. Ce qui rassemblait alors le plus ces deux partis, outre leur détestation de l'AKP, était leur orientation très nationaliste.

TURQUIE

tes élections confondues depuis 2002. D'autre part, il a maintenu le CHP dans un schéma kémaliste rigide, autoritaire, focalisé sur les questions d'identité nationale et de laïcité, intolérant à la diversité de la société turque, et dont on a pu remarquer les dérives réactionnaires et nationalistes, flirtant parfois avec la xénophobie. A tel point que l'Internationale socialiste, dont le CHP est membre, l'avait mis en quarantaine, contestant l'attachement du parti aux principes de la démocratie et allant jusqu'à mettre en place une procédure de contrôle en 2007¹. Face à l'AKP, le CHP est apparu comme le défenseur du régime constitutionnel hérité des militaires. Il est devenu extrêmement conservateur en matière de droits de l'homme. Perçu comme antidémocratique, souverainiste et anti-européen, de nombreux intellectuels progressistes lui avaient préféré l'AKP en 2007.

Proche des élites bureaucratiques et militaires, arc-bouté sur les questions d'identité et de laïcité et ayant pour programme la diabolisation de l'AKP, le CHP s'est largement coupé des travailleurs et des couches populaires du pays, ignorant les questions sociales. Seul opposant de l'AKP à l'Assemblée de 2002 à 2007, puis principal opposant de 2007 à 2011 avec le MHP, le parti nationaliste d'extrême-droite, son positionnement droitier a aussi empêché toute forme de représentation de la gauche.

Kemal Kılıçdaroğlu : vers une réorientation plus démocrate du CHP

Cependant, la situation évolue, particulièrement depuis que l'inamovible Deniz

Baykal a été évincé en mai 2010 par Kemal Kılıçdaroğlu (KK), un dirigeant perçu comme plus ouvert d'esprit. Ce nouveau dirigeant bénéficie d'une certaine popularité surtout depuis sa campagne (perdue) pour la mairie d'Istanbul en mars 2009 où il s'était fait le champion de l'intégrité, au point d'être surnommé « Gandhi » en raison d'une certaine ressemblance physique. Souhaitant transformer le CHP en un réel parti social-démocrate, il a pris ses distances avec ses alliés traditionnels, l'armée et les élites bureaucratiques. Il ne fait plus de la défense d'une laïcité rigide et l'interdiction du voile à l'université son principal cheval de bataille, et s'est même déclaré être en faveur de la levée de cette interdiction. Sur l'Europe, il se montre moins souverainiste et souhaite relancer les négociations d'accession à l'UE – un positionnement que le CHP avait abandonné à l'AKP – tout en indiquant vouloir exiger des clarifications sur les termes des négociations. Il a visité les capitales européennes et retissé les liens avec l'Internationale socialiste. Il cherche également à changer les méthodes de travail qui prévalaient auparavant dans son parti en organisant des rassemblements des députés et des cadres du parti, ainsi que des consultations d'intellectuels. Il apparaît comme un espoir à ceux qui veulent construire un parti social-démocrate ordinaire ou un parti de centre-gauche qui s'éloignerait d'un nationalisme inflexible et intolérant.

Les ouvertures de KK sur les droits de l'homme et la question kurde ont d'autant plus été remarquées qu'elles viennent du

1. Une procédure que même le RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique) tunisien de Ben Ali et le Parti national démocratique (PND) égyptien de Moubarak n'ont jamais eue à subir...

chef d'un parti connu jusque-là pour son orientation nationaliste rigide. Il a déclaré vouloir faire du CHP un parti « ouvert à toutes les voix, couleurs, opinions », une affirmation rendue plus crédible du fait de son appartenance à la minorité religieuse alévie¹ et de son origine kurde². Des contacts ont même été pris avec le BDP, le parti pro-kurde (encadré 2), ce qui était encore totalement impensable quelques mois auparavant en raison de la vision idéalisée d'un Etat-nation homogène composé d'un seul peuple, d'une seule langue et d'une religion (musulmane sunnite hanéfite), une vision démentie par la réalité sociale (Kurdes, Tcherkesses, musulmans alévis, minorités non musulmanes, etc.). Avec Kılıçdaroğlu (KK), le CHP semble avoir compris que, pour espérer accéder un jour au pouvoir, il se devait de tenir un discours bien plus démocratique, en particulier sur les droits des Kurdes³, même dans leurs dimensions culturelles, linguistiques et éducatives. KK a multiplié les promesses en direction de l'électorat kurde : la langue maternelle pourrait être utilisée à l'école primaire ; le seuil électoral serait abaissé à 5 % afin de permettre au parti pro-kurde d'entrer au Parlement ; la prison de Diyarbakır serait transformée en musée ; les archives concernant les massacres de Dersim en 1938 seraient ouvertes. Enfin, il a promis une croissance économique plus sou-

tenue des régions sous-développées à majorité kurde de l'est du pays, grâce à des politiques d'incitation, des coopérations privé-public et des investissements dans certains secteurs (transports ferroviaires, pétrochimie, énergie solaire, métaux rares).

Toutefois, sur tous les sujets, ses promesses sont restées vagues pendant plusieurs mois. Cette prudence initiale s'explique en partie parce que nombre de ses nouvelles orientations constituent un virage à 180 degrés pour le CHP. Il ne lui est pas facile d'évoluer rapidement sur ces questions sans risquer de perdre une partie de son électorat traditionnel peu intéressé par le sort des couches les plus pauvres des grandes périphéries ou de la campagne. Sur nombre de questions de laïcité (voile à l'université), d'identité nationale (Kurdes) voire de souveraineté (Europe), les positions du CHP sont longtemps restées proches de celles des ultranationalistes du MHP. La vieille garde encore influente du parti s'oppose aux orientations du nouveau dirigeant, le fait savoir dans les médias, décrédibilisant la volonté affichée de changement.

La convocation en décembre 2010 d'une convention extraordinaire du CHP pour renouveler les instances dirigeantes du parti a cependant permis à KK d'asseoir son autorité en son sein, notamment en imposant les 80 nouveaux membres de

1. Les Alévis appartiennent à une confession musulmane hétérodoxe, une forme de chiisme. Leurs rites peuvent fortement varier selon les localisations mais ils sont généralement connus pour avoir une interprétation très libérale de l'islam. Cette « autre Turquie » (Massicard, 2005) est minoritaire (un cinquième à un quart de la population) au regard de la majorité sunnite de rite hanéfite, seule religion reconnue, organisée et financée par l'Etat à travers un ministère des Affaires religieuses.
2. Sa famille originaire de Dersim (Tunceli) parlerait le zazaki, une langue kurde très minoritaire par rapport aux grandes langues kurdes que sont le kourmanci, majoritaire en Turquie, et le sorani.
3. En 2007, le CHP n'avait gagné quasiment aucun siège dans les régions à majorité kurde du sud-est.

TURQUIE

l'Assemblée du parti. Signe du changement, la nouvelle instance comprend 46 nouvelles têtes sur les 80 élus dont 21 femmes, des syndicalistes, des intellectuels et un ancien président du barreau de Diyarbakır, la principale ville de la région à majorité kurde. L'ouverture de KK comporte cependant des limites : dès février, il avertissait les politiciens sociaux-démocrates qui avaient quitté le CHP sous l'ère Baykal qu'aucune place ne leur serait faite sur les listes du CHP. Avec l'annonce en avril d'un fort renouvellement des candidats retenus à la députation, KK montrait son intention d'écarter les résistances de la vieille garde du parti.

Des propositions sociales et en direction des jeunes

La forte dépendance et allégeance aux militaires était devenue un gros handicap au niveau électoral pour le CHP. Certes, depuis 2007, le CHP avait déjà dû prendre de la distance avec une armée empêtrée dans divers scandales. Les militaires, après une série de reculs, et comme pour se faire pardonner d'être probablement sortis de la légalité¹, s'ingèrent de moins en moins dans les affaires politiques alors qu'ils étaient beaucoup inter-

venus avant les élections de 2007. Ils pourraient se replier où ils auraient toujours dû rester, dans leurs casernes. Plusieurs signes attestent de la prise de distance du CHP. KK a affirmé que l'armée ne devait pas se mêler de politique et le programme du CHP prévoit de supprimer le Tribunal supérieur militaire (AYİM) et de réduire le budget de l'armée. Le service militaire, qui varie actuellement de 6 à 15 mois selon le niveau d'éducation, passerait à 6 mois pour tous sans discrimination, et les étudiants pourraient l'accomplir durant les vacances d'été. A la suite de cette proposition, l'AKP a dû à son tour promettre une réduction de la durée du service. Ces propositions du CHP visent à attirer le vote des jeunes et à faire évoluer l'image du CHP d'un parti « pro-armée » vers un parti favorable à une société civile forte, thème sur lequel il communique beaucoup.

Sur les questions sociales, Kılıçdaroğlu a également réorienté le discours du parti et amorcé un virage à gauche, mettant en avant l'Etat social et la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Après des promesses vagues ou gratuites (comme celle d'annoncer un taux de croissance annuel de 7,5 % jusqu'en 2023), le CHP a dévoilé en mars 2011 des éléments plus précis

1. Des militaires de haut rang sont impliqués dans plusieurs affaires.

En janvier 2010 a été révélé le plan « Balyoz » par lequel de nombreux généraux de haut rang avaient imaginé déstabiliser le gouvernement AKP en organisant des attentats à la bombe dans les mosquées d'Istanbul ou en programmant des incidents aériens avec la Grèce. Des câbles diplomatiques américains révélés par *Wikileaks* en 2011 confirment que le haut commandement militaire avait lui-même envisagé un coup de force en 2003.

Ensuite, il y a l'affaire « Ergenekon », longue enquête judiciaire ouverte en juin 2007 à la suite de la découverte de caches d'armes et d'explosifs. Elle a conduit sur trois ans à 18 vagues d'arrestations impliquant environ 250 militaires et civils inculpés pour des liens supposés avec un réseau de barbouzes ultranationalistes qui auraient commandité et préparé une série d'attentats visant à déstabiliser le gouvernement AKP. Cependant, parmi les inculpés figurent des personnalités et des journalistes au-dessus de tout soupçon, si ce n'est d'être critiques vis-à-vis de l'AKP. Certains peuvent tout au plus être accusés de connivence intellectuelle avec les autres accusés, au point que beaucoup de ceux qui avaient accueilli favorablement l'enquête judiciaire à ses débuts craignent désormais qu'elle ne soit instrumentalisée par l'AKP pour affaiblir les milieux laïcs et remettre en cause la liberté de la presse.

de son programme, même s'il reste peu disert sur les moyens de financement. De nombreuses mesures proposées visent à s'opposer aux décisions de l'AKP, au nombre desquelles figurent la promesse de défendre la presse et les libertés individuelles.

La première proposition concrète est la création d'une « assurance familiale », en fait une importante prestation financière pour les familles pauvres, de 600 à 1 250 liras par mois (260 à 550 euros)¹. Versée sur le compte de la mère pour donner plus d'autonomie aux femmes, cette prestation représenterait une petite révolution par rapport aux politiques existantes de lutte contre la pauvreté qui prennent la forme d'aides en nature attribuées selon des critères plus ou moins clientélistes. Pour reprendre les termes des tracts du CHP, il s'agirait de s'adresser à des « compatriotes titulaires de droits » plutôt qu'à des « nécessiteux secourus ». Le Premier ministre a critiqué cette proposition, une telle prestation d'assistance constituant selon lui une incitation à la paresse.

Le CHP affirme vouloir faire jouer un plus grand rôle à l'Etat, moins recourir aux privatisations et davantage aux emplois publics, et a annoncé un plan de création d'emplois pour les jeunes. Dans la mesure où la moitié de la population turque a moins de 29 ans, plusieurs propositions s'adressent directement à cet électorat important : suppression des frais d'inscription à l'université, développement des places dans les foyers d'étudiants, garantie de vrais bourses d'études, alors que l'AKP a fait voter à l'automne une mesure d'inspiration libérale trans-

formant les bourses en prêts remboursables après les études. Afin de redonner leur autonomie aux universités, le CHP propose de supprimer le Conseil de l'enseignement supérieur que les militaires avaient mis en place dans les années 1980. Il propose aussi de relever la durée de la scolarité obligatoire à douze années contre huit actuellement, ce qui permettrait à la Turquie de combler son très gros retard en ce domaine sur les pays riches.

Parmi d'autres mesures promises comportant une dimension sociale, notons la suppression des emplois à la tâche au sein du secteur public alors que le gouvernement cherche au contraire à y augmenter les formes les plus précaires d'emploi, une utilisation des fonds de l'assurance chômage davantage dans l'intérêt des chômeurs et, plus généralement, la volonté de donner plus de voix aux organisations syndicales.

**Des capacités inégales
des différentes catégories sociales
à faire entendre leur voix**

Les couches populaires, en particulier le sous-prolétariat des grandes agglomérations et les populations des campagnes, se sont très majoritairement identifiées à l'AKP, qui a longtemps pu se poser en victime des élites administratives, judiciaires et militaires. Ce parti a également su cultiver sa fibre sociale à travers des mesures en direction des populations les plus défavorisées. Cependant, l'agenda de l'AKP a été avant tout dicté par la défense du milieu des affaires qui a toujours très bien su faire entendre sa voix.

1. Mais 500 à 1 100 euros en parité de pouvoir d'achat par rapport à la France (calcul selon les parités de pouvoir d'achat publiées par l'OCDE).

TURQUIE

Jusqu'aux années 2000 dominait une oligarchie économique protégée par l'Etat, ayant tissé des liens organiques avec l'administration et les partis aux pouvoirs, et bénéficiant largement de l'intervention de l'Etat. La Turquie se caractérisait alors par l'existence de grands conglomerats industriels, surtout situés dans les grandes agglomérations (Istanbul, Izmir, Ankara) et les villes portuaires. Ces conglomerats, qui se sont développés et ont amassé leur fortune durant les décennies précédentes sous la protection de l'Etat kémaliste sont contrôlés par de grandes *holdings* familiales « laïques » (Koç, Sabancı, Doğan...). Leur représentation s'incarne surtout à travers la TÜSİAD, (Türk Sanayici ve İşadamları Derneği), la très influente association des industriels et hommes d'affaires turcs. Ce porte-parole du grand patronat occidentalise agit en faveur de l'adhésion à l'UE, intervient beaucoup dans tous les domaines de la vie du pays, constitue indubitablement un acteur de la démocratisation du régime et s'est souvent opposé à l'AKP. Les membres de la TÜSİAD sont généralement membres de TİSK (Türkiye İşveren Sendikaları Konfederasyonu), la Confédération des syndicats d'employeurs de Turquie, seule confédération interprofessionnelle d'employeurs reconnue représentative. Signe du poids et du grand pouvoir de ces *holdings*, la TÜSİAD est la seule organisation à ne pas avoir été dissoute par les militaires après le coup d'Etat de 1980.

La montée en puissance d'une nouvelle catégorie d'entrepreneurs

Ce grand patronat a toutefois vu son monopole et son influence remis en cause à la suite du passage à partir de 1980 de politiques économiques d'industrialisation par la substitution aux importations à

une stratégie d'ouverture économique, de privatisations et de libéralisation financière. Cette transformation a abouti à l'émergence de nouvelles catégories de PME exportatrices dynamiques, en particulier dans les villes de l'Anatolie intérieure (Konya, Kayseri, Kahramanmaraş, Malatya, Gaziantep, Çorum...), d'où l'expression de « tigres anatoliens ». Un nouveau groupe social d'entrepreneurs issus des classes moyennes commerçantes est monté en puissance. Si ces entrepreneurs veulent participer à la modernité dans le cadre de la démocratie et d'une société de plus en plus sécularisée, ils se reconnaissent davantage dans l'AKP car cette bourgeoisie d'affaires ayant réussi sur les marchés régionaux et mondiaux se caractérise, outre un fort enracinement provincial, par un conservatisme social et une fidélité à des codes et pratiques religieux et culturels, incluant une certaine « charité musulmane ». Ces entrepreneurs promeuvent de nouvelles formes d'éthique en matière de travail et de consommation, en opposition à l'oligarchie patronale occidentalise caractérisée par des pratiques rentières et une consommation ostentatoire. Pour ces raisons, ils ont été qualifiés de « calvinistes musulmans » par des sociologues (Kazancigil, 2011). Ces petites entreprises n'hésitent pas à employer des femmes portant le voile, en permettant potentiellement aux deux tiers des femmes turques de pouvoir ainsi accéder au salariat. Longtemps ignorés des pouvoirs publics, ces nouveaux entrepreneurs proches de l'AKP ont créé leur association : la MÜSİAD (Müstakil Sanayici ve İşadamları Derneği), association des industriels et hommes d'affaires indépendants. Ils ont pu bénéficier de l'aide de l'AKP à travers des contrats passés avec les municipalités. Ils bénéficient également pour

leurs exportations de la montée en puissance de la diplomatie turque et de sa politique extérieure hyperactive qualifiée de « zéro problème avec les voisins ».

La TÜSİAD et les grandes *holdings* familiales qui avaient auparavant un accès privilégié aux ressources de l'Etat ont donc été concurrencés par ce nouveau « capitalisme vert » (musulman)¹. Si avec l'arrivée de l'AKP au pouvoir, ces grandes *holdings* familiales ont perdu certains liens organiques dont elles bénéficiaient auparavant avec les décideurs politiques, elles n'ont pas tout perdu. Elles y ont même trouvé leur compte à travers les programmes de privatisations qui leur ont permis d'acquérir des entreprises très profitables (par exemple dans le secteur de l'énergie) tout en se délesant d'entreprises moins profitables dans des secteurs comme le textile. Plus généralement, ces grandes *holdings*, par la voix de la TÜSİAD, se sont montrées finalement très satisfaites du libéralisme économique de l'AKP, de sa position très européenne et de la stabilité politique retrouvée. D'ailleurs, comme en 2007, les milieux financiers accueillent aujourd'hui favorablement la perspective d'avoir de nouveau un seul parti au pouvoir. L'ensemble du patronat – toutes tendances confondues – s'accorde aussi pour approuver la politique de l'AKP visant à augmenter la flexibilité et diminuer le

coût du travail. Selon Karadag (2010), la Turquie ne s'est donc pas transformée en une économie capitaliste libérale mais est plutôt passée d'une monopolisation du pouvoir politique par un capitalisme d'Etat (un « capitalisme oligarchique ») à un système plus complexe fait de rivalités au niveau politique comme au niveau des affaires. La force du patronat est telle en Turquie qu'il peut se permettre d'apparaître divisé.

Le rôle limité des organisations syndicales

En revanche, le poids des organisations de travailleurs est particulièrement limité. Elles ne jouent pas un rôle très actif dans les transformations du pays (Mello, 2010). Plusieurs raisons se conjuguent. Le mouvement syndical, écrasé lors du coup d'Etat militaire de 1980 (dissolution des syndicats, emprisonnement des syndicalistes), ne s'en est jamais remis et n'a jamais pu reconquérir son influence, touchée aussi par le déclin des idées socialistes et communistes. Les atteintes aux libertés syndicales demeurent nombreuses, ainsi que le rappelle chaque année la Commission européenne dans son rapport d'avancement sur la Turquie dans le cadre de l'élargissement². D'où des conflits sociaux se développant souvent sous des formes extrêmes (grèves de la faim, violences...). Le taux de syndicalisation est très faible, surtout dans le secteur privé où la répression antisyndicale

1. D'autres organisations représentent aussi ces nouveaux entrepreneurs et concurrencent la TÜSİAD, comme TUSKON (Türkiye İşadamları ve Sanayiciler Konfederasyonu), l'importante Confédération des Hommes d'affaires et industriels de Turquie, créée en 2005, considérée comme un peu moins proche de l'AKP que la MÜSİAD mais en revanche très liée à la confrérie religieuse de Fethullah Gülen. Elle agit dans le monde entier pour aider les entreprises turques à exporter. Voir Kristanasen W., « Activisme patronal », *Le Monde Diplomatique*, mai 2011.

2. Turkey 2010 Progress Report Accompanying the Communication, Commission Staff Working Document, 9 November 2010, SEC(2010) 1327.

TURQUIE

est répandue¹. Enfin, le syndicalisme turc, affaibli par les réformes libérales du marché du travail, pâtit également de ses fortes divisions stratégiques et idéologiques². Cette situation permet d'expliquer un rapport de force très défavorable aux travailleurs (Özgün et Müftüoğlu, 2011) avec pour conséquences de mauvaises conditions de travail, des taux d'accidents du travail records et des salaires stagnants (le salaire réel moyen a stagné entre 2003 et 2008). En 2010, les syndicats ont cependant gagné le droit de pouvoir célébrer le 1^{er} mai et manifester sur la place Taksim à Istanbul, ce qui était la première fois depuis 1977, connu comme le « 1^{er} mai sanglant »³.

Où sont les femmes ?

En Turquie, la situation des femmes est particulièrement mauvaise, qu'il s'agisse des diverses formes de violences ou des très fortes inégalités (emploi, éducation, revenus, etc.). La tradition patriarcale est, avec le nationalisme, le principal fléau qui affecte la société turque et contre lequel les plus grands efforts devront être réalisés pour rendre le pays « euro-compatible » (Kazancigil, 2011). A l'approche des élections, la question de la représentation des femmes et de la défense de leurs intérêts revêt une grande importance. La sous-représentation des

femmes en politique est un problème majeur : sur 25 ministres, seuls deux sont des femmes ; sur 2 903 maires, seules 26 sont des femmes (aucune dans les 16 grandes métropoles), les partis n'ayant présenté que 5 % de candidates aux élections locales de 2009. En 2007, elles avaient obtenu 50 sièges sur 550 à l'Assemblée nationale⁴, soit 9 % des sièges (contre 24 sièges, soit 4,4 %, en 2002), un pourcentage encore plus faible qu'en France (18,5 %).

Des organisations de la société civile se sont regroupées et ont fait pression sur les partis politiques pour qu'ils accordent davantage de place aux femmes. Le mouvement Ka-der (association pour l'éducation et le soutien des femmes candidates) a lancé une campagne « nous voulons 275 députées », en demandant à chaque parti de présenter autant de femmes que d'hommes. L'annonce en avril des candidats retenus par les partis a constitué une déception, avec moins d'un cinquième de femmes parmi les candidats retenus par les principaux partis⁵. De plus, compte tenu de la position des candidates sur les listes, seules 80 d'entre elles environ, soit moins de 15 % des 550 sièges, devraient finalement être élues : 42 à 45 des 78 candidates de l'AKP, 25 à 38 des 109 candidates du CHP, 1 à 3 pour le MHP, le parti ultra nationaliste, et 7 à 9 pour le BDP, le parti pro-kurde⁶.

1. Les taux officiels qui ne sont rapportés qu'aux emplois déclarés n'ont guère de sens. Selon une enquête réalisée auprès des ménages en 2002, seulement 4 % des salariés du secteur privé sont syndiqués, 28 % des salariés des entreprises publiques et 51 % des fonctionnaires.

2. Pour une présentation sommaire des principales organisations syndicales, voir l'encadré dans Aslan et Math (2010).

3. « "Premier mai" sanglants, 1977 et 1996 », blog d'Etienne Copeaux (<http://etienne.copeaux.over-blog.fr>).

4. 30 élues pour l'AKP, 10 pour le CHP, 2 pour le MHP et 8 pour le BDP.

5. En particulier dans certaines régions. Dans la région de la mer Noire, l'AKP présente trois candidates seulement, le CHP et le MHP aucune.

6. Le BDP, dont 40 % des députés sont actuellement des femmes, a toujours présenté une grande proportion de femmes lors des élections, ce qui était déjà le cas lors des élections locales de 2009. Au contraire, les élus du MHP sont presque tous des hommes.

Le mouvement Ka-der considère également les codes vestimentaires, en particulier l'interdiction du foulard, comme une violence contre les femmes ¹, qui constitue l'un des principaux obstacles à leur participation en politique, notamment au niveau local. Dans le domaine des réformes pour améliorer le statut et la place des femmes, le bilan du gouvernement est assez maigre. Elles ont surtout été de pure forme : la législation a été adaptée pour prohiber les discriminations sexistes, par exemple en 2003 dans le code du travail ; une commission parlementaire pour l'égalité entre hommes et femmes a été établie ; des dispositifs de sécurité sociale ont été adaptés ; le récent référendum constitutionnel de septembre 2010 a inclus une disposition antidiscriminatoire. Ces évolutions n'ont guère permis de diminuer les fortes inégalités dans tous les domaines de la vie privée et professionnelle. Là encore, les propositions des deux principaux partis restent timides, même si le CHP, à travers son projet d'« assurance familiale », semble davantage sensible à la question de l'autonomie des femmes.

Conclusion

L'AKP peut présenter son bilan de gouvernement depuis 2002 en guise de programme, en particulier sur le plan économique où sa crédibilité est forte, mais aussi sur d'autres sujets où il peut mettre en avant son action dans les importantes

transformations démocratiques et politiques du pays. Sur d'autres questions, et en particulier sur les évolutions institutionnelles et les nécessaires progrès démocratiques à accomplir, l'AKP reste flou et renvoie surtout à l'adoption après les élections d'une nouvelle Constitution « civile », c'est-à-dire plus respectueuse des droits et libertés et moins empreinte de l'obsession sécuritaire que l'actuelle Constitution de 1982 issue du coup d'Etat militaire. La plupart des partis et des acteurs sociaux appellent de leurs vœux cette nouvelle Constitution « civile », mais sans pour autant bien préciser à l'électeur turc quelles sont leurs propositions précises quant aux modalités d'élaboration et à son contenu ².

Les commentateurs ont noté un changement qui s'inscrit dans la normalisation démocratique du régime politique. Alors qu'auparavant, pour attirer les voix des électeurs, les partis activaient surtout des peurs plus ou moins fantasmagiques (peur de l'islamisme, peur du régime ou du changement de régime, peur de la diversité et de la division du pays, laïcité, coup d'Etat, etc.), désormais leurs programmes sont remplis de promesses et de rêves pour l'avenir, comme l'illustrent la proposition d'allocations familiales du CHP ou le projet de Kanal İstanbul de l'AKP ³.

Si la victoire de l'AKP est déjà annoncée, en revanche, en raison des propositions offensives du CHP et de son positionnement récent plus démocratique et plus « social-démocrate », l'écart pour-

1. Une élue voilée avait été expulsée du Parlement en 1999, ce qui avait été condamné par la Cour européenne des droits de l'homme.
2. Sujet particulièrement épineux dans le contexte de nationalisme exacerbé en Turquie, se pose la question d'une définition d'une citoyenneté turque qui ne ferait plus référence à une « ethnicité », c'est-à-dire qui ne définirait plus les citoyens comme « Turcs » mais comme « de Turquie » afin de rendre compte de la diversité de la population vivant en Turquie.
3. Eyüp Can, « Hayal olamayacak kadar gerçek ! », *Radikal*, 29 avril 2011.

TURQUIE

rait être plus serré que prévu et la situation ne devrait plus être identique à celle du passé¹. A la différence de 2007, l'AKP ne peut plus se poser en victime de l'*establishment* militaire, judiciaire et bureaucratique puisqu'il semble d'une part avoir trouvé un terrain d'entente avec des militaires par ailleurs affaiblis et sur la défensive, et que d'autre part, il contrôle désormais la plupart des instances tenues auparavant par le camp laïc, lesquelles l'avaient persécuté (présidence de la République, appareil judiciaire, haut conseil de l'enseignement supérieur). La mise au second plan de la querelle « religieux-laïque » risque aussi de le priver d'un thème de campagne qui lui est favorable. L'AKP pourrait aussi être affaibli par ses dérives autoritaires, en particulier celles du Premier ministre, qui sont de plus en plus dénoncées comme annonciatrices de futurs reculs sur le terrain des libertés publiques. Sa popularité pourrait enfin pâtir de diverses affaires de corruption dont, récemment, celles révélées par *Wikileaks* sur l'enrichissement de la famille du Premier ministre. Cette affaire se conjugue avec la révélation récente d'une fraude lors de l'examen national d'entrée à l'université qui concerne 1,7 million de jeunes. La fraude, qui aurait profité à des candidats membres de la confrérie religieuse Fethullah Gülen proche du gouvernement², a provoqué d'importantes manifestations dans le pays. Enfin, l'AKP

fait face à une menace réelle : le CHP devient désormais crédible, en particulier sur les questions sociales. L'AKP a déjà été contraint de réagir, parfois en s'alignant sur certaines propositions du CHP (réduction du service militaire, aides aux familles). Alors que c'est surtout la voix des employeurs qui a été entendue jusqu'à présent par les pouvoirs publics, le monde du travail pourrait trouver à y gagner.

Sources :

Presse turque

Sites internet francophones sur la Turquie :

- Observatoire de la vie politique turque (OVIPOT) : <http://ovipot.blogspot.com> ;

- Turquie européenne : www.turquieeuropeenne.eu ;

- Au fil du Bosphore, observations d'Istanbul et de la Turquie d'aujourd'hui (Blog de Guillaume Perrier, correspondant du *Monde*) : <http://istanbul.blog.lemonde.fr>.

Références :

Aslan G., Math A. (2010), « Turquie. Rigueur budgétaire, austérité pour les travailleurs : encore et toujours ? », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 127, novembre, p. 155-175.

Buğra A. (2003), « La fin du régime traditionnel de protection sociale en Turquie », in Insel A. (dir.), *La Turquie et le développement*, Paris, L'Harmattan.

Buğra A., Keyder Ç. (2005), *Poverty and Social Policy in Contemporary Turkey*, Report, January, 40 p.

1. Cependant, l'annonce de candidats connus pour leurs opinions très nationalistes, dont certains poursuivis dans le cadre de l'affaire de complot « Ergenekon » (voir note n° 1, p. 34), a provoqué des remous. Elle pourrait faire perdre au CHP des voix à gauche et faire fuir l'intelligentsia libérale stambouliote qui avait largement préféré l'AKP en 2007 et qui demande encore à être totalement convaincue par la nouvelle orientation promise par Kemal Kılıçdaroğlu.
2. Fethullah Gülen est un ancien prédicateur qui vit aux Etats-Unis depuis 1999. Sa confrérie serait issue du mouvement islamique turc Nurcu créée au début du XX^e siècle par Said Nuri. Elle prône un islam modéré, gère des banques, des entreprises, des écoles et des journaux, et aurait infiltré l'appareil d'Etat, en particulier la police et la justice, avec la passivité plus ou moins complice de l'AKP.

ELECTIONS GENERALES DE JUIN 2011 : ACTEURS ET ENJEUX

- Buğra A., Keyder Ç. (2006), « The Turkish Welfare Regime in Transformation », *Journal of European Social Policy*, vol. 16, n° 3, August, p. 211-228.
- Gal J. (2010), « Is there an Extended Family of Mediterranean Welfare States? », *Journal of European Social Policy*, vol. 20, n° 4, October, p. 283-300.
- Hersant J., Yatropoulos N. (2008), « Mobilisation identitaire et représentation politique des "Turcs" en Thrace occidentale : les élections législatives grecques de mars 2004 », *European Journal of Turkish Studies*.
- Karadag R. (2010), « Neoliberal Restructuring in Turkey. From State to Oligarchic Capitalism », *Max-Planck-Institut für Gesellschaftsforschung Discussion Paper*, n° 10/7.
- Kazancigil A. (2011), « Les nouvelles dynamiques politiques et sociologiques de la Turquie sont-elles euro-compatibles ? », Note n° 6, Institut du Bosphore, 15 mars, 7 p.
- Massicard E. (2005), *L'autre Turquie ? Le mouvement aléviste et ses territoires*, Paris, PUF.
- Mello B. (2010), « (Re)Considering the Labor Movement in Turkey », *European Journal of Turkish Studies*, vol. 11.
- Özgün Y., Müftüoğlu Ö. (2011), « The 2008 Crisis in Turkey and the Unions' Response », *Global Labour Column*, n° 52, March.